

l'effet produit dans l'Aréna par la présence de ses trois collègues nationalistes sur le husting. Qu'il emmène avec lui mon honorable ami le maître général des Postes et lui fasse lire quelques extraits de ce fameux journal l'"Événement". Que le maître général des Postes lise aux Torontonien les choses qu'il fait circuler dans la province de Québec, parmi les électeurs—ce langage si déshonorant que l'on a peine à croire qu'il puisse se trouver un journal pour le publier et le mettre en circulation parmi les électeurs d'aucune partie du Canada. Ce journal déclare, en effet: Nous enverrons cet argent en Angleterre parce que c'est le moyen le plus économique d'en sortir; nous ne serons pas obligés de servir sur les vaisseaux anglais, nos concitoyens ne serviront pas dans la marine; et en ce qui concerne les frais, ceux-ci seront payés par Ontario et l'Ouest. Mon honorable ami va-t-il emmener le maître général des Postes avec lui à Toronto. Va-t-il emmener le ministre du Revenu de l'intérieur (M. Nantel)? Va-t-il amener le secrétaire d'Etat (M. Codere)? Je voudrais savoir s'il va emmener avec lui la "Merveille du Manitoba"? Ce serait une curiosité dans l'Aréna, je puis vous le dire, et s'il avait le soin de s'y rendre en véritable costume de l'Ouest avec tatouages et plumes il pourrait aussi pendre à sa ceinture plusieurs chevelures afin de poser devant l'auditoire. Il aurait le trophée de Macdonald à sa ceinture, mais il ne pourrait pas en être très fier. Il aurait le trophée d'Antigonish et ensuite le trophée de la concession Donaldson à exhiber devant les électeurs de Toronto. Croyez-vous que le premier ministre ira célébrer à Toronto l'adoption en comité du bill naval grâce à la loi de clôture, grâce au bâillon?

Examinons maintenant la situation. On appelle cela un don pur et simple. Mon très honorable ami lors de son premier discours sur le sujet en cette Chambre a dit que c'était un don gratuit de la part du peuple du Canada dans lequel tout Canadien saura qu'il participe, et il a ajouté qu'il venait spécialement à propos, Son Altesse Royale gouvernant le Canada. Est-ce un don gratuit? Que va-t-on en penser en Angleterre. C'est un cadeau qui cause des dissensions dans le cabinet même du très honorable ministre, un cadeau qui a créé plus de divisions que je n'en ai jamais vu en cette Chambre des communes et je crois plus qu'il n'en a été créé depuis la confédération, un cadeau qui divise ce pays d'un bout à l'autre et que le peuple condamnerait d'une façon écrasante s'il lui était fourni l'occasion de se prononcer, un cadeau qui ne peut être approuvé par cette Chambre que par la force physique et par l'emploi du bâillon. Voyez l'effet moral d'un tel cadeau en Angleterre. Présenté sous cette forme votre cadeau sera-t-il accepté par le

M. GUTHRIE.

gouvernement britannique? J'en doute. Voilà maintenant que les journaux anglais cherchent à dicter au Sénat, la conduite à suivre; pourquoi ne pas faire la leçon au Gouvernement sur ce qu'il a fait. Il y avait une issue pour le Gouvernement s'il avait voulu s'en prévaloir. En n'importe quel temps depuis la date de la présentation du bill, le 5 décembre jusqu'à présent, il a été loisible au Gouvernement d'adopter une ligne de conduite ferme et courageuse et—j'en appelle au premier ministre—celle qu'il avait promis d'adopter en y engageant sa parole. Il aurait pu ainsi s'exempter d'appliquer la règle de clôture et le bâillon; il aurait pu aller devant le peuple et si celui-ci lui eût continué sa confiance, c'eût alors été le temps de faire ce cadeau à la Grande-Bretagne avec l'appui moral du peuple du Canada. Mais il ne peut le faire maintenant, c'est impossible. Son bill ne passerait pas sans le bâillon et il le sait bien. Il fait passer d'une manière inconstitutionnelle une mesure contre le désir de la grande majorité du peuple de ce pays. Nous nous sommes opposés au bill avec toute la force, l'opiniâtreté et la constance dont nous sommes capables. Nous le combattrions jusqu'à la fin si nous en avions la liberté. Mais demain matin à deux heures notre opposition et notre argumentation prendront fin automatiquement et la voix du peuple ne s'est pas fait entendre sur cette mesure, la plus importante, comme l'a dit le ministre du Commerce (M. Foster) qui soit jamais venue devant cette Chambre depuis la confédération.

M. W. H. BENNETT (Simcoe-est): Il est à peine possible de reconnaître dans l'honorable député de Wellington-sud (M. Guthrie) le même monsieur qui est revenu de ses vacances de Noël. Avant le congé de Noël, notre collègue faisait littéralement feu et flamme, à son retour il était prêt de se mettre à genoux pour manger dans la main du Gouvernement et il disait: "Faisons un compromis au sujet de cette mesure." Lorsqu'il est revenu il disait: "Nous sommes prêts à accepter un compromis."

M. GUTHRIE: Je dois corriger mon honorable ami; je n'ai rien dit de tel.

M. BENNETT: L'honorable député a dit: Vous avez raison dans votre projet d'offrir des dreadnoughts et nous allons vous appuyer.

M. GUTHRIE: Je n'ai jamais fait les déclarations que me prête l'honorable député de Simcoe.

M. BENNETT: L'honorable député a dit ceci:

Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de modifier cette partie du bill de façon à dire deux dreadnoughts? Est-ce que nous ne pourrions pas de ce côté-ci de la Chambre modifier notre proposition et permettre la construction de ces dreadnoughts en Angleterre?